

Commentaire

« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide.

TIRÉ-À-PART

NUMÉRO 129 / PRINTEMPS 2010

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA

Demos et Kratos en Europe

Demos et Kratos en Europe

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA

La démocratie est un régime politique perpétuellement menacé par les nouvelles maladies, potentiellement mortelles, qu'elle développe en elle-même. Et la dernière défense contre de telles maladies réside dans les anticorps diffusés dans la conscience civique des citoyens.

Aujourd'hui, dans l'Union européenne en tant que telle, comme dans chacun de ses États, la démocratie souffre d'un même mal : la difficulté croissante pour tout pouvoir, qu'il soit central ou local, à répondre aux exigences du peuple qu'il est en devoir de satisfaire. Il ne s'agit pas de pathologies similaires, qui ne coïncideraient que par hasard, mais bien d'une pathologie unique.

Le hiatus entre les besoins du Demos et le mode d'action du Kratos constitue l'un des plus grands dangers pour la survie de la démocratie en tant que forme de gouvernement fondée sur les principes de responsabilité, d'autonomie et d'égalité. J'estime que ce hiatus ne peut être corrigé qu'en agissant de manière simultanée sur les différents niveaux de pouvoirs (municipal, régional, national, européen et mondial). Cela implique aussi d'avoir conscience que la démocratie est l'union de deux termes, dont aucun ne doit devenir le vassal de l'autre : le peuple et le gouvernement, le Demos et le Kratos, terme grec que l'on traduit par autorité, force, puissance.

T. P.-S.

QUAND de nombreux électeurs ne votent pas pour élire le Parlement européen, nous entendrons dire que les Européens s'intéressent peu à l'Union. Le lieu commun nationaliste lie étroitement l'anti-européisme au thème de la démocratie en recourant à peu près à l'argumentation suivante : l'Union européenne est une construction politique impossible car « il manque le *Demos* », qui est foncièrement

national ; les véritables dépositaires de la démocratie ne peuvent être que les États-nations. C'est pourquoi l'union politique de l'Europe est à la fois impossible, indésirable et incompatible avec l'idéal démocratique. C'est pourquoi, aussi, les électeurs désertent le jour des élections européennes.

Par la suite, je me propose de démontrer que la thèse à peine énoncée est fallacieuse et dangereuse pour la démocratie. Mon argu-

ment se résume ainsi : dans la réalité actuelle, les besoins des Européens excèdent les capacités de leurs gouvernements nationaux, qui demeurent pourtant les détenteurs principaux du pouvoir ; depuis plusieurs décennies, certains de ces besoins sont le fondement d'une Union qui intègre les fonctions des gouvernements nationaux et locaux. Si aujourd'hui cette Union nous déçoit, c'est parce que, étant inachevée, elle ne remplit pas sa fonction. *L'Europe qui existe* est démocratique et constitue même un rempart de notre démocratie. La non-Europe, *l'Europe qui manque*, néglige les besoins de son peuple et met en danger la démocratie. Par conséquent, la défense de la démocratie et la réalisation d'une Europe unie ne sont, et ne doivent être, qu'un et un seul engagement. On ne peut pas défendre la démocratie si l'on n'aborde pas de manière pertinente la question du gouvernement européen.

Puisque ce lieu commun plonge ses racines dans la confusion du raisonnement et des définitions, la majeure partie de mon argumentaire portera sur des questions conceptuelles. Mais on verra à quel point des propos qui semblent abstraits peuvent être concrets.

Le périmètre du gouvernement

Nous savons que, parmi les réponses possibles à la question « qui doit gouverner ? », la démocratie est celle qui affirme que c'est le peuple qui doit gouverner : le *Kratos* appartient au *Demos*. C'est une réponse qui paraît simple, mais, si nous nous référons à des époques et des lieux réels, nous nous apercevons immédiatement qu'elle est impossible à appliquer si l'on n'a pas auparavant abordé d'autres questions, telles que : *pourquoi* faut-il un gouvernement ? Quels sont ses *devoirs* ? Gouvernement au singulier ou gouvernements au pluriel ? Les institutions et les procédures à travers lesquelles « c'est le peuple qui gouverne » ne sont solidement fondées que si elles sont cohérentes avec des réponses correctes à ces questions. Autrement, les principes mêmes qui font préférer la démocratie seront contredits : principes de responsabilité, d'égalité, d'autonomie. En effet, un gouvernement qui aurait des tâches impossibles, ou des instruments viciés, ou qui prétendrait gouverner des personnes qui n'ont rien en

commun, ne serait pas bon. Pas même s'il était choisi par le peuple. Il lui manquerait le fondement éthique inhérent au principe démocratique.

Par quel critère tracer le périmètre du gouvernement : un critère anthropologique, géographique, ou bien un autre encore ? Commençons par les *personnes*, pour lesquelles le gouvernement existe et qui en démocratie le choisissent, et demandons-nous comment se constitue l'agrégat humain – le *Demos* – auquel le gouvernement se réfère.

La réponse donnée par *l'histoire* a changé dans le temps et dans l'espace. Il n'y a pas un critère univoque qui aurait parcouru les siècles et les continents. La formation du *Demos* a souvent été le fruit du hasard. En Europe, pendant des siècles, le périmètre a été tracé sur le champ de bataille ou dans l'alcôve, par des conquêtes militaires ou des mariages dynastiques. Au souhait « paix sur terre aux hommes de bonne volonté » on a répondu par des tentatives renouvelées : outre la chambre à coucher, il y a eu la religion, la langue, la race et la classe. Ces tentatives se sont quasiment toutes terminées dans le sang. L'ossuaire de Verdun rassemble indistinctement les ossements d'un million et demi d'hommes qui se sont entre-tués pour déplacer de quelques milliers de mètres la frontière entre les États français et allemand.

En revanche, la réponse de la *raison* est univoque : un gouvernement est *nécessaire* lorsque des besoins, des buts, des exigences communes à plusieurs personnes peuvent être atteints *uniquement* à travers des décisions, des actions et des ressources elles aussi communes. Autrement, ces besoins, au premier chef desquels on trouve la sécurité, demeureraient insatisfaits. Sans gouvernement, il n'y aurait pas de paix, ni de justice, ni de respect des contrats. Il n'y aurait aucun des éléments qui donnent une sécurité à notre vie individuelle et collective, qui nous mettent à l'abri de l'injustice, de l'abus de pouvoir et de l'oppression.

Une cohabitation forcée

Cette réponse donne forme à un *Demos*-de-la-raison. Elle considère que le champ du gouvernement est et doit être défini par des facteurs objectifs plutôt que subjectifs, par le

besoin plutôt que par l'affection, par la *res publica* plutôt que par « l'*idem sentire* ». Elle pose comme fondement du gouvernement non pas une intention originelle de « se mettre ensemble », mais plutôt « l'être ensemble » fortuit. Mettre en place un gouvernement n'est pas un choix d'élection, si tant est que cela soit un choix, c'est une soumission à la nécessité.

Ce que les gouvernés ont en commun avant toute chose, ce n'est pas une affinité de goûts et de coutumes, une sympathie réciproque ou un esprit de renoncement. C'est la tension entre deux opposés : la proximité, la contiguïté, la dépendance réciproque d'un côté, mais en même temps la diversité de préférences et d'opinions, l'hostilité potentielle, la tendance permanente à trahir ses engagements et à prévariquer. C'est justement cette tension qui crée l'espace dans lequel s'insère le gouvernant, qu'il soit roi, tyran ou sage législateur. Celui-ci satisfait simultanément (et dans des proportions diverses en fonction de sa nature et des circonstances) son goût du pouvoir et les besoins du peuple. La combinaison de la proximité et du – possible, probable – désaccord donne lieu à une sorte de cohabitation forcée, dont la manifestation la plus significative est la copropriété immobilière.

La raison et non pas le cœur

La réponse du cœur est, encore aujourd'hui, plus forte, plus fréquente et plus séduisante que celle de la raison. Pour elle, ce *Demos* qui compose le mot « démocratie » est et doit être uni non pas tant par les choses que par les affects. Ceux-ci se déclinent en éléments culturels, coutumiers, ethniques, religieux et linguistiques que l'on associe souvent aujourd'hui aux termes de peuple et de nation et que l'on considère soudés par un sentiment commun. Par conséquent, État et nation, *Kratos* et *Demos*-du-cœur doivent coïncider. Il s'ensuit que la démocratie n'est possible qu'en présence d'une communauté d'affects. Autrement dit, la présence d'une société des affects est une condition nécessaire à l'existence d'un gouvernement et par là même un postulat de la démocratie.

Curieusement, les arguments mobilisés en soutien de cette thèse sont très similaires – dangereusement similaires, serais-je tenté de

dire – à ceux invoqués en soutien de la démocratie tout court : l'indépendance, la liberté et l'autonomie. Un peuple devrait se constituer en pouvoir souverain, en État, pour accéder à l'indépendance, à la liberté et à l'autonomie, pour ne pas dépendre de puissances extérieures, pour ne pas être opprimé par d'autres peuples, pour vivre à sa manière, pour ne pas perdre son identité.

À première vue, ces arguments paraissent convaincants. Néanmoins, une réflexion plus approfondie et dépassionnée nous oblige à une conclusion opposée : la réponse du cœur est erronée sur le plan intellectuel, démentie par l'histoire, dangereuse pour la civilisation humaine et néfaste pour la démocratie.

Quiconque voudrait réfléchir de manière approfondie ne peut pas ne pas s'apercevoir que cette réponse laisse le gouvernement et la démocratie dans la position d'otage où ils ont été placés par le mythe romantique de la nation au cours des deux derniers siècles, une durée très brève à l'échelle des affaires humaines. Et il ne peut pas ne pas voir comment ce mythe a déjà produit et continue de produire des catastrophes humaines, détruit des peuples entiers et comment il risque de renverser les principes mêmes qui font de la démocratie une forme supérieure de gouvernement.

Interrogeons-nous. Quel serait le régime approprié pour définir les rapports entre des êtres humains qui *ne* sont unis par *aucun* lien, affectif ou seulement culturel ou coutumier, mais qui néanmoins dépendent les uns des autres car ils ont le même besoin de sécurité, échangent leurs produits, sont sujets aux mêmes menaces climatiques, sillonnent les mêmes mers et les mêmes cieux, et alimentent et reçoivent des flux migratoires ? Ceux qui considèrent que la formation d'un gouvernement n'est justifiée que dans la mesure où existe un *Demos*-du-cœur, un *idem sentire*, répondent implicitement que le régime approprié est l'anarchie, la loi de la jungle. La loi du plus fort et la guerre de tous contre tous doivent ainsi prévaloir *entre* les peuples. Il s'agit précisément des méthodes qui ont été remplacées par le gouvernement et par la loi *au sein* de chaque peuple.

Mais quelle personne raisonnable pourrait-elle ne pas voir immédiatement qu'une telle réponse contredit complètement ses propres postulats ? La sécurité est un besoin primaire

pour le peuple comme pour l'individu. Dès lors, comment la loi du plus fort pourrait-elle donner à un peuple, à la communauté d'affects qu'il constitue, l'assurance qu'il ne subira pas l'abus de pouvoir et l'injustice d'autres peuples plus forts, plus agressifs, décidés à le conquérir ou même à l'exterminer ? Et puis, où un peuple finit-il et où en commence un autre ? Que faire des territoires où plusieurs peuples sont mélangés ? Qu'est-ce qui identifie un peuple ? Qui décide si j'appartiens à un peuple ou à un autre ? Et que me fera-t-on si je manque de l'*idem sentire*, mais si je continue à respecter les lois ?

Ces interrogations et ces questions, qui ont tourmenté des générations et disséminé la mort sur le continent, ont finalement distillé une réponse claire. Même dans une communauté reconnue, la sécurité est menacée par l'abus de pouvoir de certains de ses membres ; d'où la nécessité d'un gouvernement. À plus forte raison, la raison nous dicte qu'il faut créer un « *Demos des Demos* » – un gouvernement – qui apporte sécurité et justice dans les rapports entre les membres de la communauté. Ce qui est bon pour un peuple est bon pour les peuples au pluriel, car il est évident que chacun d'entre eux verrait sa survie encore plus menacée s'il n'existait aucun pouvoir supérieur, aucun gouvernement des peuples. La sécurité des peuples ne s'obtient pas à travers une illusoire indépendance absolue, mais bien en suivant le même principe de raison qui a instauré, au sein de chaque peuple, de chaque communauté, la paix et le primat du droit sur la force.

On ne peut en conclure qu'une chose : le *Demos* de la démocratie doit être défini par la raison et non par le cœur. Peu importe de savoir si les personnes se sont choisies les unes les autres ou non, ou de savoir par quels sentiments elles sont liées. Le plus souvent, elles ne se sont pas choisies, elles ont conflué au même endroit, tout comme les copropriétaires sont arrivés à détenir des lots d'un même immeuble ou comme des mouvements migratoires ont conduit des groupes humains disparates à s'installer sur les mêmes terres. Ce sont des personnes et des groupes qui sont même souvent dérangés par la proximité et par la dépendance réciproque, qui supportent mal leur diversité d'habitudes, de goûts et de styles de vie.

Décliner « gouvernement » au pluriel

Ce qui a été dit jusqu'ici signifie que l'on ne peut pas parler de *Demos* si l'on ne parle pas, au-delà des personnes, des choses, c'est-à-dire de la *res publica*, car la nécessité d'un gouvernement naît précisément des choses : des exigences, des buts, des besoins qui sont communs à plusieurs personnes et qui ne peuvent être poursuivis qu'à travers des décisions, des initiatives et des ressources elles aussi communes.

En sciences économiques, les « choses », la *res publica*, sont appelées « biens publics » : des biens et services que ni le marché ni les actions individuelles ne sont capables de produire et qui, en cela, constituent la raison d'être d'un gouvernement. Ces choses se dénomment sécurité, justice, respect des contrats, préservation des ressources naturelles et de l'environnement, routes et autres équipements d'ingénierie. Les économistes disent que les biens publics ont pour double caractéristique la non-exclusion et la non-rivalité : une fois produits, on ne peut empêcher personne d'en bénéficier, et leur usage par l'un ne réduit pas la quantité à disposition de l'autre. Les forces armées défendent tout le monde. Si l'air et les routes sont propres, ils le sont pour tous.

Mais nous devons alors nous demander : que signifie « tous » ? Et que signifie le mot « public » lorsqu'il s'applique aux choses qui constituent le *Demos* ? En effet, aucun de ces deux mots n'a un sens univoque. On peut parler de *tous* les copropriétaires et *tous* les habitants du quartier, de *tous* les Siennois et de *tous* les Toscans, de *tous* les Français, de *tous* les Européens, de *toute* l'humanité. Chacun d'entre nous fait partie d'un système d'interdépendances à plusieurs dimensions. Chacun d'entre nous partage avec les autres copropriétaires l'usage de l'ascenseur et la protection du toit, avec les citoyens de sa commune la propreté urbaine et le jardin public, avec les habitants de la région les transports publics locaux, avec la communauté nationale l'administration de la justice et le système de protection sociale, avec l'Union européenne l'euro et le marché unique, avec le monde entier l'effet de serre et les règles de navigation aériennes et maritimes. Chacun d'entre nous est membre de nombreuses

collectivités humaines, de plus en plus amples. Ces collectivités sont définies par des intérêts communs et des dépendances réciproques, et chacune nécessite des formes de gouvernement. On peut en dénombrer au moins cinq par personne : commune, région, pays, continent, monde.

Le mot « gouvernement » doit donc être décliné au pluriel, non seulement le long de l'échelle horizontale de la *juxtaposition* sur la surface terrestre, mais aussi, et peut-être plus encore, le long de l'échelle verticale de l'*inclusion* des cercles de plus en plus amples d'êtres humains auxquels chacun d'entre nous appartient.

Avec Dante

Attention : il n'y a pas de démocratie si le *Demos* majoritaire, le plus important, opprime le plus restreint, ni si ce dernier empêche au plus grand de gouverner sa chose publique. Les principes de responsabilité, d'autonomie et de représentativité qui donnent à la démocratie sa valeur ne sont pleinement réalisés que lorsqu'ils s'appliquent – à travers des procédures nécessairement diverses – à tous les niveaux de gouvernement. Pour quiconque aspire à la liberté et à une participation responsable à la vie de la Cité, la démocratie limitée à un seul niveau de gouvernement n'est pas seulement incomplète, elle est aussi précaire et exposée en permanence à un danger de mort.

Ces concepts simples sont obscurcis par la rhétorique du lieu commun anti-européen, mais ils étaient très clairs aux yeux de Dante Alighieri, qui distingue de manière sublime la raison des affections. Dans son *De Vulgari Eloquentia*, il écrit à propos des langues : « Tout homme doté de raison se laisse aller à considérer que son lieu de naissance est le plus beau sous le soleil. Il estime pareillement son vernaculaire, ou langue maternelle, au-dessus de tous les autres ; et il croit par conséquence que celui-ci a été la langue d'Adam. Au contraire, moi qui ai le monde pour patrie comme les poissons ont l'eau – bien que j'aie bu à l'Arno avant d'avoir fait mes dents et que j'aime Florence au point de souffrir injustement, pour son amour, la peine de l'exil – j'appuie la balance de mon jugement sur la raison et non sur l'affection. Et même s'il n'y a nul lieu au monde qui se prête

mieux à mon plaisir et à la sensation de mon appétit sensitif que Florence, [...] j'ai mûrement réfléchi et je pense fermement qu'il y a des régions et des villes plus nobles et plus délicieuses que la Toscane et que Florence, dont je suis originaire et citoyen, et que de nombreux peuples et leurs descendants usent d'une langue plus agréable et plus utile que celle qu'utilisent les Italiques. »

L'intérêt général

Venons-en au *Kratos*, second terme de la *démocratie*, le pouvoir.

Nous avons fait le constat que le gouvernement était nécessaire parce que le *Demos* est divisé. Toute chose publique (de l'ascenseur à la biosphère) est *une*, mais les manières de la réaliser sont *multiples*. Celles-ci donnent lieu à des divergences d'opinion et d'intérêts. La ligne ferroviaire à grande vitesse peut parcourir les vallées du Piémont de différentes manières. De même, une autoroute peut traverser une région en plusieurs endroits. Dans la mesure où les services et les biens publics ne peuvent pas être produits par l'interaction spontanée de comportements individuels privés de règles, il est nécessaire que quelqu'un, un gouvernement, décide et agisse pour tous. Pour ce faire, le gouvernement doit avoir, en vertu d'un code reconnu par tous (une Constitution), la capacité de décider et les moyens d'agir. Et il doit pouvoir mettre en œuvre les décisions adoptées, y compris lorsqu'une partie du peuple y fait obstacle. C'est bien cela le *Kratos* : faire et faire respecter la loi, imposer – par la force si nécessaire – les délibérations légitimement adoptées, faire respecter les contrats librement stipulés entre différentes parties, défendre le territoire en appelant les citoyens aux armes et en les envoyant à la mort.

Mais le gouvernement doit disposer de force et d'autorité pour une autre raison plus profonde, qui tient non pas à la division du *Demos* mais au juste rapport entre celui-ci et le *Kratos*. On peut exprimer cette raison par une formule : *les gouvernants doivent être choisis par les gouvernés, mais ils doivent ensuite gouverner ceux qui les ont choisis*.

Expliquons cette formule en commençant par sa seconde partie : *ils doivent gouverner ceux qui les ont choisis*. Dans un régime auto-

cratique, Ulysse commande à ses marins de l'attacher au mât principal et de se boucher les oreilles avec de la cire afin qu'ils n'entendent ni le chant des sirènes ni ses contrordres. Mais en démocratie Ulysse est choisi par le peuple, et le peuple est la sirène. C'est alors Ulysse lui-même qui doit remplir de cire ses propres oreilles pour ne pas entendre le peuple qui lui demande de changer de route dès que la navigation devient difficile. Pour que la critique des adversaires de la démocratie n'apparaisse pas fondée au peuple et le conduise ainsi à faire appel à l'autocrate, il est nécessaire que le gouvernement gouverne vraiment. N'oublions pas que pendant des siècles la pensée politique a associé la démocratie à l'anarchie et à la corruption. Pour que la démocratie fonctionne, il faut un certain degré d'autonomie du gouvernant par rapport aux gouvernés.

Quant à la première partie de la formule, *les gouvernants doivent être choisis par les gouvernés*, celle-ci aborde le thème de l'intérêt général. Tout d'abord, il devrait être reconnu comme une évidence que les biens publics appartiennent au *Demos* et non au *Kratos*. Mais il faut aussi dire ce qui est moins évident : les biens « publics » ne sont pas le bien d'une entité abstraite comme la collectivité, la Cité ou la patrie. Ils sont le bien « privé » des membres du *Demos*, des citoyens, des entreprises, des familles, des associations qui poursuivent leur intérêt individuel. Ceux-ci (et il s'agit de nous) « consomment » des biens publics exactement comme ils consomment de la nourriture, des vêtements et des loisirs. L'intérêt général s'appelle ainsi car il est un intérêt particulier de tous, et non pas l'intérêt d'un tiers. L'État, la patrie et la nation ne sont pas le sujet qui *consomme* le bien ou le service public. Ils sont tout au plus le sujet à travers lequel les citoyens le *produisent* collectivement.

Parler de sacrifice de l'intérêt particulier en faveur de l'intérêt général est un abus de langage et une contrevérité. Si l'on établissait une hiérarchie entre tous nos intérêts particuliers (susceptibles d'être poursuivis individuellement, à travers le marché ou à travers le gouvernement), il serait immédiatement clair que les premières places sont occupées par des besoins que seul le gouvernement peut satisfaire : la sécurité, la justice, la solidarité, l'éducation.

Contradiction

Il est possible, à partir de ce que nous avons argumenté, de tirer des jugements et des lignes d'action applicables à notre démocratie. Le citoyen de Bordeaux (de même que son homologue à Séville, Munich ou Copenhague) ne vivra dans une démocratie achevée que le jour où il existera un gouvernement *pour chacune* des communautés de personnes, interdépendantes, auxquelles il appartient (encore une fois : la ville, la région, l'État, l'Europe et le Monde). Ce gouvernement devra avoir deux caractéristiques : avoir été choisi librement par son *Demos* et être doté du *Kratos* nécessaire pour gouverner la *res publica*. Deux caractéristiques également nécessaires, car le mot démocratie est l'union de deux substantifs. Il saute aux yeux que l'humanité est encore loin de cette condition et que l'œuvre à accomplir pour réaliser l'idéal de la démocratie est vaste.

La situation de l'Europe

Sur notre continent, nous vivons dans une situation malheureuse. L'Europe a des missions possibles, mais on lui refuse le *Kratos* ; les États ont du *Kratos*, mais les missions qui leur sont attribuées sont en partie impossibles. Ce sont deux facettes d'une même contradiction qui met en danger la démocratie.

On peut résumer la situation de l'Europe en quelques points.

Primo : le *Demos-de-la-raison européen existe*. La chose apparaît encore plus évidente aujourd'hui que lorsque la construction européenne commença. À la fin du cycle de guerre qui va de 1870 à 1945, la *res publica* était avant tout la paix, le besoin désespéré de donner aux relations entre les États européens un fondement moins précaire que l'équilibre des forces. Mais il est évident aujourd'hui que la *res publica* européenne s'est étendue outre mesure. Quasiment plus aucun des biens publics classiques ne se mesure à l'échelle d'une seule des vingt-sept communautés nationales au sein desquelles le peuple européen est encore fragmenté. Ni la sécurité aux frontières, ni la prospérité économique, ni la stabilité monétaire et financière, ni la protection de l'environnement, ni le défi énergé-

tique, ni la lutte contre l'évasion fiscale ou le crime organisé, ni la défense des institutions de l'État providence, ni la gouvernance des flux migratoires ou de la société multiculturelle n'est plus une chose publique exclusive des États « historiques ». Pas même pour le plus grand d'entre eux, l'Allemagne, qui fonde son bien-être sur les exportations, qui fait confiance à l'OTAN pour sa défense, sur laquelle les vents portent l'air pollué d'usines situées hors de ses frontières, qui met ses propres marques sur des biens produits dans d'autres pays et qui se sent menacée par l'instabilité financière de l'ex-Empire soviétique et par les paradis fiscaux qui l'entourent.

Secundo : une Constitution de la res publica européenne existe déjà. Les Européens ont déclaré leur condition de dépendance réciproque dans ce qui est, à tous égards, leur Constitution (comme nommer autrement une loi commune reconnue comme plus forte que les lois nationales dans les faits et dans les tribunaux ?). Quiconque lira les traités européens y trouvera une liste des biens, des finalités communes, des principes de l'Union, exprimés de façon absolument équivalente à celle de toutes les Constitutions des États : paix, sécurité, droits humains, liberté de circulation des biens et des personnes, protection de l'environnement, stabilité et solidarité économique, et ainsi de suite. De plus, les traités donnent vie à des institutions, des règles et des pouvoirs dévolus au gouvernement de la *res publica* européenne : poursuite des finalités et production des biens qu'ils définissent comme publics pour les citoyens de l'Europe.

Tertio : la Constitution européenne est démocratique. Les institutions européennes prévues par les traités – surtout le Parlement et la Commission – sont en effet construites, bien que de manière imparfaite, selon les canons de la démocratie parlementaire : le Parlement est élu par le peuple et la Commission n'obtient ses pouvoirs qu'en vertu de son vote de confiance. Bien sûr, aucune démocratie n'est jamais parfaite et l'Union l'est sans doute moins que d'autres États qui se disent démocratiques. En particulier, la co-décision du Parlement européen est incomplète. Mais il est absolument impropre de parler de déficit de démocratie, comme si nous étions en présence d'un gouvernement basé sur autre chose que la volonté du peuple.

Quarto : le fonctionnement actuel de l'Union l'empêche d'exercer pleinement ses fonctions. Le défaut concerne justement le fonctionnement du gouvernement, et non sa représentativité ou le lien avec la volonté du peuple. La démocratie n'est réalisée qu'en partie, non pas parce qu'il manque un *Demos* européen ou que le lien entre les citoyens et les institutions de l'Union est faible, mais plutôt parce le *Kratos* manque. Il manque une capacité à décider et des moyens pour mettre en œuvre les décisions. Et cette carence demeure en dépit du fait que les habitants de l'Europe constituent un *Demos-de-la-raison* et qu'ils disposent et possèdent tous les éléments pour se reconnaître comme un *Demos-du-cœur*.

L'Europe est inachevée

La carence de *Kratos* concerne le Conseil de l'Union, l'institution la plus disjointe de la volonté du peuple européen car elle est composée de ministres des États membres. C'est une carence déterminée par deux facteurs, la composition intergouvernementale du Conseil et la règle de l'unanimité. Aucun des membres du Conseil n'est investi d'un mandat européen, aucun d'entre eux ne représente l'Union, presque aucun ne consacre à sa fonction européenne plus d'un bref moment de préparation au cours de son trajet vers Bruxelles. En outre, le Conseil ne prend aucune décision – sauf dans des cas rares et insignifiants – sans l'accord de tous. Considérés ensemble, ces deux facteurs font du Conseil non pas un organe collégial sur le mode des institutions de gouvernement des réalités étatiques, mais une table de négociation sur le mode classique des relations internationales.

Si l'on n'est pas tous d'accord, on ne décide pas. Si l'on ne décide pas, l'Union existe seulement dans la rhétorique des communiqués ; elle n'existe pas en tant qu'union avec un « u » minuscule. Le peuple, laissé sans gouvernement, est alors mécontent, et déserte les urnes ou rejette l'Europe par référendum. Le commentateur superficiel décrète qu'il n'y a pas de peuple. En fait, l'Europe est inachevée et pour cela, aussi pour cela, nos démocraties sont malades.

La raison, l'expérience et la réalité

Proclamer l'impossibilité d'une Europe unie (comme on a prétendu, il y a quelques années, qu'il ne pourrait jamais y avoir de monnaie unique) est simplement une sottise. Trois figures formidables le démontrent : la raison, l'expérience historique et la réalité.

La *raison* nous oblige à reconnaître, nous l'avons vu, que la simple existence d'une *res publica* rend nécessaire un gouvernement. Dès qu'il y a interdépendance entre les copropriétaires, et donc une impossibilité à atteindre seuls leurs fins, il faut unir les forces et se donner des règles et une justice pour sortir de la guerre de tous contre tous. Il en va de même, aussi et surtout, lorsque l'*affectio societatis* est manquant.

L'*expérience* historique montre que les hommes ont été pleinement capables de mettre en œuvre, par un libre concours de volonté, la solution suggérée par la raison et de constituer un gouvernement nouveau. Au cours des siècles, le *Demos* que j'ai appelé « du cœur » a été beaucoup plus souvent la conséquence que l'origine des unions politiques. Ce n'est évidemment pas par affection que les Gallois, les Anglais, les Écossais et les Irlandais se sont unis sous une unique couronne. Ce n'est pas l'affection qui a placé l'Aquitaine sous l'autorité du roi de France. Et il aura fallu des siècles de haine et de répression avant que n'entrent en scène les chantres du peuple français et du peuple britannique.

Enfin, la *réalité*, l'observation des faits, montre que le patrimoine commun de traditions, de coutumes, d'institutions et de culture existe déjà de manière évidente. Il faudrait seulement pour s'en apercevoir que les Européens se comparent aux autres peuples de la planète, au lieu de ne se comparer qu'entre eux. Il suffirait que n'importe quel habitant d'un des vingt-sept pays de l'Union passe ne serait-ce que quelques jours sur un autre continent pour qu'il se rende compte immédiatement qu'il est européen, qu'il se décrive comme tel à toute personne qui l'interrogerait, outre le fait d'être citoyen de son pays et natif d'une ville ou d'une région de ce pays. Par leur variété, leur articulation, leur osmose continue, l'art et les coutumes, le droit et les styles de vie, l'histoire et les institutions sociales sont européennes. Les prétendus

obstacles à l'achèvement de l'Union, comme celui de la pluralité des langues, sont des arguments futiles. Il y a six mille langues dans le monde et « seulement » deux cents États souverains. Au moment où l'unité italienne a été faite, l'italien était parlé à la maison par une part infime de la population, tandis que certains États de l'Union ont quasiment dû s'inventer une langue nationale en allant l'extraire des dialectes parlés par les paysans. Les éléments objectifs en vertu desquels les âmes du peuple pourraient s'enflammer pour le mythe de la nation européenne, de la même manière qu'elles se sont enflammées pour la nation allemande ou italienne, sont au complet.

La passion de la démocratie achevée

Souvent, ceux qui affirment que l'Union est impossible disent le regretter. Ils nous assurent qu'ils voudraient, plus que quiconque, être contredits par les faits. Ils rendent hommage à la thèse européiste même s'ils la relèguent avec un sourire en coin dans le non-lieu que Thomas More appelle Utopie. Pour l'immédiat, ils déclarent ne pas pouvoir prendre un quelconque engagement européen, car se mettre en marche vers un but inatteignable, s'enrôler dans une bataille impossible serait du temps perdu. Cela retirerait une énergie précieuse à d'autres projets, sans doute moins exaltants, mais réalisables.

Mais nous ignorons s'il y aura ou non, un jour, un État fédéral européen. Nous savons que celui-ci est souhaitable, que le futur est ouvert, que l'union politique de l'Europe est possible, qu'il dépend de nous de la réaliser et que sans cela notre démocratie restera inachevée.

D'où pourrait venir l'impulsion vers un achèvement de l'union politique de l'Europe et donc vers une réalisation plus complète de la démocratie sur notre continent ?

Elle ne viendra certainement pas de l'alcôve, ni du fer et du feu avec lesquels les grandes monarchies européennes ont formé les États souverains, du Moyen Âge à la fin du XVIII^e siècle. Ce temps est révolu et nous le savons.

Mais il est également très difficile qu'elle vienne du mythe romantique de la Nation, qui au cours des deux derniers siècles a remplacé

la chambre à coucher et le champ de bataille, et porté à la constitution en État des nations allemande, italienne et tant d'autres : Estonie, Lituanie, Slovaquie, Ukraine, Monténégro et ainsi de suite. Bien que beaucoup ne le sachent pas, ce temps-là est peut-être aussi révolu pour l'Europe. Les gouvernements utilisent désormais le mythe national, auquel ils doivent leur existence, pour empêcher la naissance d'un véritable gouvernement européen et pour conserver un semblant de pouvoir, alors que les problèmes à affronter sont devenus plus grands qu'eux.

L'existence d'un *Demos*-du-cœur est une chose, la conscience de celui-ci en est une autre, et la capacité à transformer cette conscience en *action* politique encore une autre. En Europe, le grand mouvement d'idées et de sentiments que l'on nomme réveil des nations ne semble pas s'être tari. Nous le voyons aux Pays-Bas et dans les

Balkans, en Flandre et en Irlande. Mais, au lieu de prendre le chemin de l'agrégation, comme cela a été le cas en Italie et en Allemagne au XIX^e siècle, ce mouvement semble plus souvent s'orienter vers la désagrégation. La mémoire des horreurs des guerres du passé se dissout. Et l'Europe apparaît souvent à la génération Erasmus comme un bâtiment déjà construit et déjà habité pacifiquement, qui ne nécessiterait aucun travail d'achèvement ou d'entretien. Cette génération ignore souvent que l'Europe apparaissait de la même manière à ses arrière-grands-parents en 1914, avant que le coup de pistolet de Sarajevo ne les réveille brusquement. Pour cette génération, le ressort doit être la passion civique, la passion de la démocratie achevée.

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA
Traduit de l'italien par Omer Laurin

NOS TEMPS SONT VOUÉS À HEGEL...

Il y aurait tout avantage à faire entrer « la pensée dialectique » dans l'enseignement, non pas tant pour abaisser le niveau de la culture que pour montrer (par le procédé de l'ilote ivre) à quelles incohérences de pensée et à quelles oppressions sociales peuvent conduire des idées philosophiques en apparence bénignes et séduisantes.

L'importance historique de Hegel est indéniable (comment comprendre sans lui le fascisme, le nationalisme et le néo-communisme ?) et il est exact de dire que nos temps sont voués à Hegel, comme ils le sont au cancer et à la tuberculose.

Jean GRENIER, *Essai sur l'esprit d'orthodoxie* [1938], Gallimard, 1961, p. 162.

JE CONTINUE DE VIVRE AVEC L'IDÉE QUE MON ŒUVRE
N'EST MÊME PAS COMMENCÉE

C'est ainsi aujourd'hui et je n'ai pas besoin d'en dire plus. Si, malgré tant d'efforts pour édifier un langage et faire vivre des mythes, je ne parviens pas un jour à récrire L'Envers et l'Endroit, je ne serai jamais parvenu à rien, voilà ma conviction obscure. Rien ne m'empêche en tout cas de rêver que j'y réussirai, d'imaginer que je mettrai encore au centre de cette œuvre l'admirable silence d'une mère et l'effort d'un homme pour retrouver une justice ou un amour qui équilibre ce silence. Dans le songe de la vie, voici l'homme qui trouve ses vérités et qui les perd, sur la terre de la mort, pour revenir à travers les guerres, les cris, la folie de justice et d'amour, la douleur enfin, vers cette patrie tranquille où la mort même est un silence heureux. Voici encore... Oui, rien n'empêche de rêver, à l'heure même de l'exil, puisque du moins je sais cela, de science certaine, qu'une œuvre d'homme n'est rien d'autre que ce long cheminement pour retrouver par les détours de l'art les deux ou trois images simples et grandes sur lesquelles le cœur, une première fois, s'est ouvert. Voilà pourquoi, peut-être, après vingt années de travail et de production, je continue de vivre avec l'idée que mon œuvre n'est même pas commencée. Dès l'instant où, à l'occasion de cette réédition, je me suis retourné vers les premières pages que j'ai écrites, c'est cela, d'abord, que j'ai eu envie de consigner ici.

Albert CAMUS, préface [1958] à la réédition de *L'Envers et l'Endroit*
[Alger, 1937], in *Œuvres complètes*, tome 1 : 1931-1944,
Gallimard, Pléiade, p. 38.

Commentaire

Revue trimestrielle
116 rue du Bac, 75007 Paris
Tél : 01 45 49 37 82, Fax : 01 45 44 32 18, e-mail : abonnements@commentaire.fr
Site Internet : <http://www.commentaire.fr>

BULLETIN D'ABONNEMENT

Formulaire à compléter en lettres majuscules

M., M^{me}, M^{lle} _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pays (pour l'étranger) _____

Tél. _____ e-mail : _____

Profession _____

souscrit un abonnement à la revue *Commentaire* (quatre numéros par an)
à partir du n° _____

*En vous abonnant, bénéficiez d'un tarif privilégié pour l'achat du DVD
de la collection complète de Commentaire.*

Merci de vous reporter au bon de commande au verso.

France

- ☐ 1 an 59 €
☐ 2 ans 113 €
☐ 3 ans 167 €

Abonnement de soutien : à partir de

- ☐ 1 an 80 €
☐ 2 ans 160 €
☐ 3 ans 240 €

Étudiant

- ☐ 1 an 46 € (joindre une copie de la carte d'étudiant)

Union européenne et Suisse

- ☐ 1 an 67 €
☐ 2 ans 131 €
☐ 3 ans 192 €

Autres pays

- ☐ 1 an 76 €
☐ 2 ans 141 €
☐ 3 ans 202 €

- ☐ Veuillez trouver ci-joint
mon règlement par chèque
bancaire ou postal
à l'ordre de *Commentaire*

- ☐ Je règle par virement postal
CCP 20 289 08 R Paris
Merci de bien indiquer votre nom

- ☐ Je règle par virement bancaire

30004-00158-00010117203-91
IBAN : FR76-3000-4001-5800-0101-1720-391
BIC : BNPAFRPPGB
Merci de bien indiquer votre nom

Date :

Signature :

Le présent bulletin d'abonnement est à retourner à l'adresse suivante : *Commentaire*, Service des abonnements,
116 rue du Bac, 75007 Paris.

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier. Il suffit pour cela de nous écrire.

Cette revue est publiée par *Commentaire*, société anonyme au capital de 76 224,51 €
(Président de la S.A. : J.-C. Casanova, Directeur général : G. Berger)

Siège social : 116, rue du Bac, 75007 Paris

Registre de commerce : RC PARIS N° B 312 212 970 © Copyright 2010 : S.A. *Commentaire*

Imprimeur : France Quercy ZA des Grands Camps - 46090 Mercuès

N° de Commission paritaire : 1012K82245 / ISSN 0180-8214 / ISBN 978-2-916291-19-2

SIRET : 312 212 970 000 23 / Code APE : 5814 Z